



Communauté de Communes de la Vallée du Lot et du Vignoble

13 Avenue de la gare

46700 Puy-L'évêque

Tel : 05.65.36.06.06

TRAVAUX DE MODERNISATION DES VOIES COMMUNALES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DU LOT ET DU VIGNOBLE

Marché 2026-02

Marché public de Travaux

**Marché à Procédure Adaptée (MAPA) en application de l'article L2123-1 du Code de la
Commande Publique**

Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP)

Date et heure limite de remise des offres :

Vendredi 27 mars 2026 à 12h00

SOMMAIRE

Article 1 – Définition des prestations.....	4
Article 2 – Forme du marché.....	4
Article 3 – Décomposition des prestations.....	4
Article 4 – Documents contractuels	4
Article 5 – Type de prix.....	4
Article 6 – Modalités de variation du prix	4
Article 7 - Mois d'établissement des prix du marché.....	5
Article 8 - Contenu des prix	5
Article 9 – Modalités d'établissement des prix.....	5
Article 10 – Délai d'exécution	5
Article 11 – Suivi des prestations	5
Article 12 – Maîtrise d'œuvre et d'ouvrage	5
Article 13 - Contrôle Technique.....	6
Article 14 - Coordination du Chantier et Calendrier.....	6
Article 15 – Provenance des matériaux et produits.....	6
Article 16 – Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail.....	6
Article 17 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	6
Article 18 – Gestion des déchets	6
Article 18.1 – Suivi des déchets	6
Article 18.2 – Sanction des obligations en matière de gestion des déchets.....	6
Article 19 – Modalités de paiement.....	7
Article 20 – Sous-traitance et cotraitance	7
Article 20.1 – Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	7
Article 20.2 – Paiement direct des cotraitants.....	8
Article 20.3 – Paiement direct des sous-traitants	8
Article 21 – Monnaie de compte du marché	9

Article 22 – Délai de paiement	9
Article 23 – Retenue de garantie	9
Article 24 – Avance	10
Article 25 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	11
Article 26 – Délai de garanties contractuelles	11
Article 27 – Assurances de responsabilité civile professionnelle	11
Article 28 – Pénalités de retard	11
Article 29 – Règles générales d'application des pénalités	11
Article 30 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	11
Article 31 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire	12
Article 32 – Résiliation	12
Article 33 – Poursuite des travaux aux frais et risques du titulaire	12
Article 34 – Attribution de compétence.....	12
Article 35 – Dérogations	12

Article 1 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations suivantes :

TRAVAUX DE MODERNISATION DES VOIES COMMUNALES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DU LOT ET DU VIGNOBLE

Article 2 – Forme du marché

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du Code de la commande publique.

Article 3 – Décomposition des prestations

Il n'est pas prévu de décomposition en lot.

Article 4 – Documents contractuels

Le **Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)** est à retirer par les candidats sur le site web suivant : <http://www.marches-securises.fr>

Le DCE (liste des pièces à fournir au candidat par le maître d'ouvrage) comprend les documents suivants :

- Acte d'engagement
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif Estimatif (DQE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le règlement de consultation

Article 5 – Type de prix

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Article 6 – Modalités de variation du prix

Les prix sont actualisables.

L'index I de la formule d'actualisation est soit :

- L'index de référence : TP09 – Fabrication et mise en œuvre pour enduits et nivellement,
- L'index de référence : TP08 – Travaux d'aménagement et entretien de voirie pour purge de chaussée.

Le prix actualisé est obtenu en appliquant au prix initial le coefficient Cn résultant de la formule suivante :

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

$I(d-3)$ est la valeur de l'indice établie à une date antérieure de trois mois à la date de commencement d'exécution des prestations.

I_0 est la valeur de l'indice établie pour le mois d'établissement du prix.

Le coefficient résultant du calcul de la formule d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Article 7 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Article 8 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Article 9 – Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont hors TVA et tiennent compte des éventuelles sujétions techniques précisées dans les documents techniques.

Article 10 – Délai d'exécution

Les stipulations relatives aux durées et délais sont identiques à celles précisées dans l'acte d'engagement, à savoir :

La date de démarrage des travaux est fixée par l'ordre de service.

La date de fin de réalisation est fixée au plus tard le 30 septembre 2026.

Le délai d'exécution peut être prolongé selon les modalités prévues dans le CCAG de Travaux.

Article 11 – Suivi des prestations

Au sein du pouvoir adjudicateur, le suivi des prestations est assuré par : Michel QUEYREL et Manu SARAIVA, responsables de la voirie de Luzech et Puy l'Evêque, respectivement.

Article 12 – Maîtrise d'œuvre et d'ouvrage

Maîtrise d'œuvre et d'ouvrage :

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DU LOT ET DU VIGNOBLE

13 avenue de la Gare

46700 PUY L'EVEQUE

05.65.36.06.06

commandepublique@ccvlv.fr

Personne physique représentant la maîtrise d'ouvrage :

Monsieur Gautier GRATIOT : Directeur des services techniques.

Pour la partie technique :

Prendre contact avec Monsieur Manu SARAIVA ou Monsieur Michel QUEYREL
(Coordonnées article H du Règlement de Consultation).

Article 13 – Contrôle technique

Les travaux ne sont pas soumis à l'obligation de contrôle technique prévue par la loi du 4 janvier 1978 relative à l'assurance construction.

Article 14 – Coordination du chantier et calendrier

La sécurité du chantier est à la charge exclusive de l'entreprise.
La coordination du chantier est assurée par la maîtrise d'ouvrage.

Article 15 – Provenance des matériaux et produits

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'ouvrage les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Article 16 – Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution et de synthèse des ouvrages et les spécifications techniques sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calcul correspondantes, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Article 17 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Les travaux ne sont pas soumis à l'obligation de désigner un coordonnateur en matière de sécurité et de santé ou d'établir un plan de prévention.

Le maître d'ouvrage met néanmoins en œuvre les principes généraux de prévention afin d'assurer la sécurité et la protection de la santé des travailleurs, tout au long du ou des chantiers.

Article 18 – Gestion des déchets

Article 18.1 – Suivi des déchets

Chaque titulaire est soumis à une obligation de tri des déchets qu'il produit ou détient au titre de l'exécution de sa prestation, ainsi qu'à l'évacuation de ces déchets.

Article 18.2 – Sanction des obligations en matière de gestion des déchets

Exécution d'office des opérations de tri et d'enlèvement des déchets :

Le titulaire est soumis à une obligation de tri et d'enlèvement de ses déchets telle que définie ci-avant. Si cette obligation n'est pas respectée, le maître d'ouvrage peut, en vertu des dispositions de l'article L541-3 du code de l'environnement et 37 du CCAG Travaux en vigueur, après ordre de service et mise en demeure restée sans effet pendant 30 jours, procéder d'office aux opérations de tri et d'enlèvement des déchets aux frais et risques du titulaire.

Article 19 – Modalités de paiement

Les demandes d'acompte seront obligatoirement déposées via CHORUS PRO.

Le SIRET de la collectivité est 244 600 433 00035, le code service et l'engagement ne sont pas obligatoires.

Les demandes d'acompte porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les noms, n° siret et adresse du créancier,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé à l'acte d'engagement,
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande,
- La prestation exécutée,
- Le montant hors T.V.A. de la prestation, éventuellement ajusté ou remis à jour,
- Le prix des prestations accessoires,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant total des prestations exécutées,
- La date.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique et selon la réglementation en vigueur.

La demande d'acompte reprendra le descriptif des prestations effectuées (détail par chantier et par commune) sur la base duquel le montant à payer est établi.

Elle mentionnera aussi le détail des prix unitaires.

Les décomptes seront cumulatifs, et comprendront les travaux exécutés depuis le début du chantier, évalués aux conditions initiales du marché.

En cas de rectification par le maître d'ouvrage, l'entrepreneur devra obligatoirement en tenir compte sur les situations suivantes.

Il est précisé que la retenue de garantie ne doit pas figurer sur la situation de travaux.

La demande de paiement finale et le décompte général et définitif seront établis conformément au CCAG de Travaux en vigueur.

Article 20 – Sous-traitance et cotraitance

Article 20.1 – Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'autorité compétente l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à l'autorité compétente ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'acte spécial de sous-traitance, c'est-à-dire la déclaration de sous-traitance (DC4).

Le formulaire type de déclaration du candidat est disponible sur le site internet du ministère de l'économie :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les modalités d'acceptation du sous-traitant, et de paiements de celui-ci se feront en application du CCAG de travaux en vigueur.

Article 20.2 – Paiement direct des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Lorsque chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement solidaire, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant. Il conviendra de joindre la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Article 20.3 – Paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse au titulaire, sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. La demande de paiement est accompagnée du double de la facture libellée au nom du titulaire, ainsi que de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que ce dernier a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'œuvre, accompagnée des factures et, de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Ce délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ci-dessus.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Article 21 – Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Article 22 – Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours. Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire. Il ouvre droit, à des intérêts moratoires, à une indemnité forfaitaire et, le cas échéant, à une indemnisation complémentaire versés au créancier par le pouvoir adjudicateur. Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par voie réglementaire.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'alinéa précédent, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Les conditions de mise en œuvre des intérêts moratoires sont celles énoncées dans les articles R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

Article 23 – Retenue de garantie

Il est appliqué une retenue de garantie dont le montant est égal à 5% du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues au code de la commande publique.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérées, un mois au plus tard à compter de l'expiration du délai de garantie.

Article 24 – Avance

L'avance est le versement d'une partie du montant du marché à l'entreprise avant le commencement d'exécution du marché.

Le versement de l'avance doit intervenir dans le mois qui suit la notification ou l'ordre de service prescrivant l'exécution des prestations.

Le taux de l'avance dont peut bénéficier le titulaire du marché est le taux minimum prévu par l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance versée au titulaire du marché est calculée sur la base du montant du marché public diminué du montant des prestations confiées au(x) sous-traitant(s).

Le versement et le remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Conformément à l'article L2191-3 du code de la commande publique, le taux de l'avance et les conditions de versement ne peuvent être modifiées en cours d'exécution du marché.

Selon l'article R2191-5, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées respectivement par le mandataire et les cotraitants.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Article 25 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues dans le CCAG de Travaux, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

Article 26 – Délai de garanties contractuelles

Le délai de garantie est fixé à 12 mois, conformément au CCAG de Travaux en vigueur.

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve l'ouvrage exécuté dans les conditions définies dans le CCAG Travaux en vigueur.

La réception fera l'objet d'un **procès-verbal signé** par les deux parties. La réception est prononcée sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues au CCTG en vigueur ou au CCTP.

Article 27 – Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément au CCAG Travaux en vigueur, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les cotraitants et les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 et 2270 du code civil.

Article 28 – Pénalités de retard

Le présent document ne déroge pas au CCAG de Travaux en vigueur en ce qui concerne les pénalités de retard.

Article 29 – Règles générales d'application des pénalités

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros HT pour l'ensemble du marché. Le terme "d'exonération" s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil est dépassé.

Article 30 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

À la suite de la mise en demeure restée infructueuse, le titulaire du marché qui ne s'est pas acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, encourt au libre choix du pouvoir adjudicateur soit l'application d'une sanction financière, soit la résiliation du marché. La sanction choisie par le pouvoir adjudicateur est mentionnée dans la dite mise en demeure.

En cas d'application d'une sanction financière, celle-ci est de 10 % du montant initial du marché, sans pouvoir excéder 225 000 euros (45 000 euros si le cocontractant est une personne physique), ou sans pouvoir excéder 37 5000 euros (75 000 euros si le cocontractant est une personne physique) en cas d'emploi dissimulé d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

En cas d'application de la résiliation, celle-ci est faite sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 31 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 46.1.2 du CCAG Travaux en vigueur, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement.

Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Article 32 – Résiliation

Le présent document ne déroge pas au CCAG Travaux en vigueur en ce qui concerne les modalités de résiliation du marché.

Article 33 – Poursuite des travaux aux frais et risques du titulaire

Conformément au CCAG Travaux en vigueur, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, sauf pour les marchés intéressant la défense ou en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure. Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, peuvent être ordonnées soit la poursuite des travaux à ses frais et risques, soit la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Article 34 – Attribution de compétence

Le Tribunal administratif de Toulouse est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Article 35 – Dérogations

L'article 31 du présent document déroge au CCAG de Travaux en vigueur.